

No. 55297*

**France
and
Italy**

Agreement on scientific cooperation in the Antarctic between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Italy. Rome, 23 March 2017

Entry into force: *31 October 2017 by notification, in accordance with article VI*

Authentic texts: *French and Italian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 1 August 2018*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**France
et
Italie**

Accord de coopération scientifique en Antarctique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne. Rome, 23 mars 2017

Entrée en vigueur : *31 octobre 2017 par notification, conformément à l'article VI*

Textes authentiques : *français et italien*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *France, 1^{er} août 2018*

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

**ACCORD DE COOPERATION SCIENTIFIQUE
EN ANTARCTIQUE**

ENTRE

**LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
FRANÇAISE**

ET

**LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
ITALIENNE**

Le Gouvernement de la République Française, d'une part,
et
Le Gouvernement de la République Italienne, d'autre part,
Ci-après dénommés les "Parties",

Considérant l'importance de la coopération scientifique développée entre les deux pays dans le cadre de la Convention culturelle entre la France et l'Italie signée le 4 novembre 1949, et de l'Accord de Coopération scientifique et technologique entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Italienne, signé à Turin le 29 janvier 2001 ;

Considérant la priorité accordée à la coopération scientifique internationale par le Traité sur l'Antarctique signé le 1er décembre 1959 à Washington et le Protocole au Traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement signé à Madrid le 4 octobre 1991;

Considérant les résultats scientifiques obtenus en Antarctique grâce à la station franco-italienne Concordia depuis sa création ;

Considérant l'accord de coopération scientifique en Antarctique entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Italienne, signé à Paris le 4 octobre 2005, pour une durée de dix ans tacitement renouvelable annuellement ;

Considérant l'accord de coopération "pour la mise en œuvre de programmes scientifiques et technologiques dans le cadre de l'exploitation du site du dôme c et de la station Concordia en antarctique" entre le Groupement d'intérêt public Institut polaire français Paul-Emile Victor (GIP IPEV) et le Consortium pour la mise en œuvre du Programme National de Recherches en Antarctique (PNRA Scrl), signé le 21 octobre 2005, pour une durée de 10 ans ; l'accord a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2016 par avenant signé entre le GIP IPEV et le « Ministero dell'Istruzione, Università e Ricerca » (MIUR) le 14 décembre 2015, puis prolongé jusqu'au 31 décembre 2017 par avenant signé entre le GIP IPEV et le « Ministero dell'Istruzione, Università e Ricerca » (MIUR) le 8 décembre, 2016;

Sont convenus des dispositions suivantes

ARTICLE 1er

Les Parties s'engagent à poursuivre leur coopération scientifique dans le cadre du système du Traité sur l'Antarctique de 1959 afin d'exploiter les possibilités offertes par la station Concordia dans le domaine de la recherche scientifique et technologique.

ARTICLE II

Les Parties chargent les organismes responsables de leurs programmes antarctiques nationaux respectifs, à savoir pour le côté français le Ministère de l'Éducation nationale, l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MENESR) à travers le Groupement d'intérêt public Institut polaire français Paul-Emile Victor (GIP IPEV), consortium dont les membres sont le MENESR, le ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI), le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer), le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), le Centre national d'études spatiales (CNES), Météo-France, les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) et les Expéditions polaires françaises (EPF), et pour le côté italien, le « Ministero dell'Istruzione, dell'Università e della Ricerca » (MIUR) à travers la « Commissione Scientifica Nazionale per l'Antartide » (CSNA), le « Consiglio nazionale della Ricerca » (CNR), et l'« Agenzia Nazionale per le Nuove tecnologie, l'Energia e lo Sviluppo Economico Sostenibile » (ENEA), de la mise en œuvre des objectifs visés à l'article I.

A cet effet, les opérateurs portent notamment leur attention et leurs efforts sur les activités suivantes:

- la conduite conjointe et mutuelle des opérations logistiques en s'appuyant sur les équipements et les installations scientifiques et techniques nationaux existant ;
- le développement de programmes conjoints de recherche scientifique et technologique dans les secteurs d'intérêts communs et en particulier dans les secteurs des sciences physiques, des sciences biologiques, des sciences de la terre et de la technologie polaire et des sciences humaines et sociales ;
- l'échange d'informations, la valorisation conjointe du site et des travaux scientifiques.

ARTICLE III

Afin de rendre effective la coopération visée ci-dessus à l'article 1er , les Parties demandent aux organismes mentionnés à l'Article II de signer un nouvel accord définissant les structures et les modalités de l'exploitation de la station Concordia et de la mise en œuvre des programmes scientifiques et technologiques.

Les Parties conviennent que ce nouvel accord doit être signé au plus tard le 31 décembre 2017, et que, jusqu'à l'entrée en vigueur de ce nouvel accord, l'accord signé le 21 octobre 2005 demeure effectif.

ARTICLE IV

Les Parties s'engagent, à apporter annuellement à parts égales et dans la limite de leur budget annuel de fonctionnement courant des administrations des Parties concernées par cette coopération, les moyens financiers nécessaires au fonctionnement de la base Concordia ainsi qu'à l'acheminement par transport terrestre ou aérien du ravitaillement et des personnels techniques et scientifiques.

ARTICLE V

Les Parties invitent également les organismes mentionnés à l'Article II à :

- susciter de nouvelles collaborations avec les organismes scientifiques de pays tiers afin de favoriser le développement de projets de recherche internationaux ;
- évaluer de manière conjointe et coordonnée, les éventuelles demandes de partenariat exprimées par d'autres programmes antarctiques nationaux ou des organisations internationales.

En cas de sélection de nouveaux partenariats, ils doivent être signés conjointement par les organismes mentionnés à l'Article II. Lorsque ces nouveaux partenariats impliquent la participation d'autres programmes nationaux antarctiques ou d'organisations internationales à la gouvernance de Concordia, un avenant spécifique au présent Accord doit être préalablement établi.

ARTICLE VI

Chaque Partie notifie à l'autre partie l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prend effet à la date de réception de la dernière notification.

ARTICLE VII

Tout différend lié à l'interprétation ou à l'application du présent Accord est réglé à l'amiable au moyen de négociations directes par voie de consultations ou de négociations entre les Parties.

ARTICLE VIII


Le présent Accord est conclu pour une durée de dix ans, au-delà de laquelle il sera tacitement reconduit par période successive d'un an, chaque Partie pouvant le dénoncer par note écrite, transmise par la voie diplomatique, à l'autre Partie, six mois avant la date d'expiration.

Le présent Accord peut être amendé à tout moment, par écrit, d'un commun accord entre les Parties. Tout amendement prend effet après l'accomplissement par chacune des Parties des procédures internes requises en ce qui la concerne et fait partie intégrante du présent Accord.

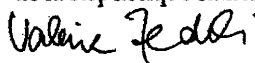
En foi de quoi, les soussignés, dûment habilités par leur Gouvernement respectif, ont signé le présent Accord.

Fait à Rome....., le 23/03/2017....., en deux exemplaires originaux, en langues française et italienne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République Française



Pour le Gouvernement
de la République Italienne



[ITALIAN TEXT – TEXTE ITALIEN]

**ACCORDO DI COOPERAZIONE SCIENTIFICA IN
ANTARTIDE**

TRA

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

E

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA FRANCESE

Il Governo della Repubblica Italiana, da una parte e il Governo della Repubblica Francese, dall'altra, di seguito denominati le "Parti",

CONSIDERATA l'importanza della cooperazione scientifica sviluppata tra i due paesi nel quadro della Convenzione Culturale tra l'Italia e la Francia, siglata il 4 novembre 1949, e dell'Accordo di Cooperazione Scientifica e Tecnologica tra il Governo della Repubblica Italiana e il Governo della Repubblica Francese firmato a Torino il 29 gennaio 2001;

CONSIDERATA la priorità attribuita alla cooperazione scientifica internazionale dal Trattato sull'Antartide siglato il 1 dicembre 1959 a Washington e dal Protocollo al Trattato sull'Antartide, relativo alla protezione dell'ambiente siglato a Madrid il 4 ottobre 1991;

CONSIDERATI i risultati ottenuti in campo scientifico in Antartide grazie alla Stazione Italo-Francese Concordia, sin dalla sua creazione;

CONSIDERATO l'Accordo di Cooperazione Scientifica in Antartide tra il Governo della Repubblica Italiana e il Governo della Repubblica Francese firmato a Parigi il 4 ottobre 2005, della durata di dieci anni e tacitamente rinnovabile annualmente;

CONSIDERATO l'Accordo di Collaborazione "per l'Attuazione dei programmi di ricerca scientifica e tecnologica nel quadro della gestione del sito di Dome C e della Stazione Concordia in Antartide" tra il Consorzio per l'Attuazione del Programma Nazionale di Ricerche in Antartide (PNRA Srl) e il gruppo di interesse pubblico Istituto Polare Francese Paul-Emile Victor (GIP IPEV), firmato il 21 ottobre 2005 per una durata di dieci anni, prorogato sino al 31 dicembre 2016 con Atto tra il Ministero dell'Istruzione, Università e Ricerca (MIUR) e il GIP IPEV del 14 dicembre 2015 e successivamente prorogato sino al 31 dicembre 2017 con Atto tra il Ministero dell'Istruzione, Università e Ricerca (MIUR) e il GIP IPEV dell'8 dicembre 2016;

convengono quanto segue

ARTICOLO I

Le Parti si impegnano a proseguire la loro cooperazione scientifica nell'ambito del sistema del Trattato sull'Antartide del 1959, allo scopo di valorizzare le possibilità offerte dalla Stazione Concordia nei settori della ricerca scientifica e tecnologica.

ARTICOLO II

Le Parti affidano agli organismi responsabili dei rispettivi programmi antartici nazionali, per la parte italiana il Ministero dell'Istruzione, dell'Università e della Ricerca per il tramite della Commissione Scientifica Nazionale per l'Antartide (CSNA), del Consiglio nazionale della Ricerca (CNR), dell'Agenzia Nazionale per le Nuove tecnologie, l'Energia e lo Sviluppo Economico Sostenibile (ENEA), e per la parte francese il "Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche" (MENESR) per il tramite del gruppo di interesse pubblico Istituto Polare francese Paul-Emile Victor (GIP IPEV) consorzio i cui membri sono: il MENESR, il "Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International" (MAEDI), il "Centre national de la recherche scientifique" (CNRS), l'"Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer" (Ifremer), il "Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives" (CEA), il "Centre national d'études spatiales" (CNES), Météo-France, le "Terres australes et antarctiques françaises" (TAAF) e "Expéditions polaires françaises" (EPF), la realizzazione degli obiettivi di cui al precedente articolo I.

A tale scopo, i soggetti indicati orienteranno in particolare la propria attenzione e il proprio impegno verso le seguenti attività:

- la messa in atto congiunta e coordinata delle operazioni logistiche utilizzando le attrezzature e le installazioni scientifiche e tecniche nazionali esistenti;
- lo sviluppo di programmi congiunti di ricerca scientifica e tecnologica nei settori di comune interesse e, in particolare, nei settori delle scienze fisiche, delle scienze biologiche, delle scienze della terra, della tecnologia polare e delle scienze umane e sociali;
- lo scambio di informazioni, la valorizzazione congiunta del sito e dei lavori scientifici.

ARTICOLO III

Al fine di rendere effettiva la cooperazione di cui al precedente articolo I, le Parti chiedono agli organismi di riferimento di cui all'articolo II, di siglare un nuovo Accordo che definisca le strutture e le modalità di utilizzo della stazione Concordia e le modalità di attuazione dei programmi di ricerca scientifica e tecnologica.

Le Parti concordano che il nuovo Accordo dovrà essere firmato entro e non oltre il 31 dicembre 2017 e che, sino all'entrata in vigore del nuovo Accordo, resti effettivo l'Accordo firmato il 21 ottobre 2005.

ARTICOLO IV

Le Parti si impegnano a fornire annualmente - in parti uguali e nei limiti del bilancio annuale di funzionamento corrente delle amministrazioni delle Parti interessate alla presente cooperazione - i mezzi finanziari necessari al funzionamento della Stazione Concordia e all'invio, con trasporto terrestre o aereo, del rifornimento e del personale tecnico e scientifico.

ARTICOLO V

Le Parti invitano i soggetti indicati al precedente Articolo II a:

- stimolare nuove collaborazioni con organismi scientifici di paesi terzi al fine di favorire lo sviluppo di progetti di ricerca internazionale;
- valutare, in maniera congiunta e coordinata, le eventuali richieste di partnership formulate da altri Programmi Antartici Nazionali o da organizzazioni internazionali.

Qualora fossero individuate nuove partnership, queste devono essere congiuntamente sottoscritte dagli organismi di cui all'articolo II. Qualora tali collaborazioni implicassero una partecipazione da parte di altri programmi antartici nazionali o di organizzazioni internazionali alla governance di Concordia, deve essere previamente definito un apposito atto aggiuntivo al presente Accordo.

ARTICOLO VI

Ogni parte notifica all'altra parte il completamento delle procedure interne necessarie per l'entrata in vigore del presente Accordo che prende effetto alla data di ricevimento dell'ultima notifica.

ARTICOLO VII

Qualsiasi controversia legata all'interpretazione o all'applicazione del presente Accordo è risolta in via amichevole tramite trattative dirette con consultazioni o negoziati tra le Parti.

ARTICOLO VIII

Il presente Accordo viene concluso per una durata di dieci anni, oltre la quale sarà tacitamente rinnovato per successivi periodi di un anno. Ognuna della Parti potrà denunciarlo tramite comunicazione scritta, trasmessa per via diplomatica, all'altra Parte sei mesi prima della scadenza.

Il presente Accordo può essere emendato in qualsiasi momento, per iscritto, di comune accordo tra le Parti. Qualsiasi emendamento prende effetto dopo l'adempimento da parte di ognuna delle Parti delle procedure interne necessarie che la riguardano e fa parte integrante del presente Accordo.

In fede di che i firmatari, debitamente autorizzati dai rispettivi Governi, hanno firmato il presente Accordo.

Firmato a Roma in data 23/03/18 in due copie originali, in lingua italiana e francese, essendo autentici entrambi i testi.

Per il Governo
della Repubblica
Italiana

Valeria Fedeli

Per il Governo
della Repubblica
Francese

[Signature]

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT ON SCIENTIFIC COOPERATION IN THE ANTARCTIC BETWEEN
THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT
OF THE ITALIAN REPUBLIC

The Government of the French Republic and the Government of the Italian Republic (hereinafter referred to as the “Parties”),

Considering the importance of the scientific cooperation developed between the two countries under the Cultural Agreement between France and Italy, signed on 4 November 1949, and the Agreement on scientific and technological cooperation between the Government of the French Republic and the Government of the Italian Republic, signed at Turin on 29 January 2001,

Considering the importance attached to international scientific cooperation in the Antarctic Treaty, signed at Washington on 1 December 1959, and in the Protocol on Environmental Protection to the Antarctic Treaty, signed at Madrid on 4 October 1991,

Considering the scientific results obtained in Antarctica by the Franco-Italian Concordia research station since its establishment,

Considering the Agreement on scientific cooperation in the Antarctic between the Government of the French Republic and the Government of the Italian Republic, signed at Paris on 4 October 2005, for a period of 10 years tacitly renewable annually,

Considering the cooperation agreement for the conduct of scientific and technological programmes at the Dome C site and the Concordia station in Antarctica between the Groupement d'intérêt public Institut polaire français Paul-Emile Victor (GIP IPEV) (French Polar Institute public interest group) and the Consorzio per l'Attuazione del Programma Nazionale di Ricerche in Antartide (PNRA S.C.R.L) (consortium established to implement the Italian national Antarctic research programme), which was signed on 21 October 2005 for a period of 10 years, extended until 31 December 2016 through an additional agreement signed between GIP IPEV and the Ministero dell'Istruzione, Università e Ricerca (MIUR) (Italian Ministry of Education, Universities and Research) on 14 December 2015, and further extended until 31 December 2017 through an additional agreement signed between GIP IPEV and the Ministero dell'Istruzione, Università e Ricerca (MIUR) on 8 December 2016,

Have agreed as follows:

Article I

The Parties undertake to continue their scientific cooperation under the 1959 Antarctic Treaty system in order to take advantage of the opportunities afforded by the Concordia station in the field of scientific and technological research.

Article II

The Parties have designated the following entities responsible for their respective national Antarctic programmes for the fulfilment of the objectives set out in article I: on the French side, the Ministère de l'Éducation nationale, l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MENESR),

through the public interest group Institut polaire français Paul-Emile Victor (GIP IPEV), a consortium made up of the MENESR, the Ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI), the Centre national de la recherche scientifique (CNRS), the Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer), the Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), the Centre national d'études spatiales (CNES), Météo-France, the Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) and the Expéditions polaires françaises (EPF); and, on the Italian side, the Ministero dell'Istruzione, dell'Università e della Ricerca (MIUR), through the Commissione Scientifica Nazionale per l'Antartide (CSNA), the Consiglio nazionale della Ricerca (CNR) and the Agenzia Nazionale per le Nuove tecnologie, l'Energia e lo Sviluppo Economico Sostenibile (ENEA).

To that end, the operators shall direct their attention and efforts to the following activities in particular:

- The joint and reciprocal conduct of logistical operations, using existing national equipment and scientific and technical facilities;
- The development of joint scientific and technological research programmes in areas of common interest, in particular in the physical and biological sciences, geosciences and polar technology, and the human and social sciences;
- The exchange of information and joint development of the site and scientific projects.

Article III

To make the cooperation referred to in article I effective, the Parties shall ask the entities referred to in article II to sign a new agreement establishing the structures and mechanisms for the operation of the Concordia station and the conduct of scientific and technological programmes.

The Parties agree that the new agreement must be signed no later than 31 December 2017 and that, pending its entry into force, the Agreement signed on 21 October 2005 shall remain in force.

Article IV

The Parties undertake to contribute each year, equally and within the limits of the current annual operating budgets of the authorities of the Parties involved in this cooperation, the financial resources necessary for the operation of the Concordia base and for the transport by land or air of supplies and technical and scientific personnel.

Article V

The Parties shall also encourage the entities referred to in article II to:

- Explore new avenues for cooperation with scientific entities in third countries with a view to facilitating the development of international research projects;
- Jointly assess, in a coordinated manner, partnership requests from other national Antarctic programmes or international organizations.

Where new partnerships are selected, the relevant agreements shall be signed jointly by the entities referred to in article II. Where such new partnerships call for the participation of other

national Antarctic programmes or international organizations in the governance of Concordia, a specific additional agreement to this Agreement shall be drawn up in advance.

Article VI

Each Party shall notify the other of the completion of the internal procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take effect on the date of receipt of the last notification.

Article VII

Any dispute arising from the interpretation or application of this Agreement shall be settled amicably through direct negotiations, by means either of consultations or of negotiations between the Parties.

Article VIII

This Agreement is concluded for a period of ten years and thereafter shall be tacitly renewed annually. Each Party may denounce this Agreement in a written note transmitted through the diplomatic channel to the other Party six months prior to the expiration date.

This Agreement may be amended at any time, in writing, by mutual consent of the Parties. Any amendment shall enter into force upon completion by each of the Parties of its required internal procedures and shall form an integral part of this Agreement.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

DONE at Rome on 23 March 2017, in duplicate, in the French and Italian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

[SIGNED]

For the Government of the Italian Republic:

[SIGNED]